

1.

Cet essai n'a pas d'autre but que de saisir l'occasion de l'élection de Donald Trump, le 11 novembre 2016, pour relier trois phénomènes que les commentateurs ont déjà repérés mais dont ils ne voient pas toujours le lien — et par conséquent dont ils ne voient pas l'immense énergie politique qu'on pourrait tirer de leur rapprochement.

Au début des années 1990, juste après la « victoire contre le communisme » symbolisée par la chute du mur de Berlin, à l'instant même où certains croient que l'histoire a terminé son cours², une autre histoire commence subrepticement.

Elle est d'abord marquée par ce qu'on appelle la « dérégulation » et qui va donner au mot de « globalisation » un sens de plus en plus péjoratif ; mais elle est aussi, dans tous les pays à la fois, le début d'une explosion de plus en plus vertigineuse des inégalités ; enfin, ce qui est moins souvent souligné, débute à cette époque l'entreprise systématique pour nier

l'existence de la mutation climatique. (« Climat » est pris ici au sens très général des rapports des humains à leurs conditions matérielles d'existence.)

Cet essai propose de prendre ces trois phénomènes comme les symptômes d'une même situation historique : tout se passe comme si une partie importante des classes dirigeantes (ce qu'on appelle aujourd'hui de façon trop vague les « élites ») était arrivée à la conclusion qu'il n'y aurait plus assez de place sur terre pour elles et pour le reste de ses habitants.

Par conséquent, elles ont décidé qu'il était devenu inutile de faire comme si l'histoire allait continuer de mener vers un horizon commun où « tous les hommes » pourraient également prospérer. Depuis les années 1980, les classes dirigeantes ne prétendent plus diriger mais se mettre à l'abri hors du monde. De cette fuite, dont Donald Trump n'est que le symbole parmi d'autres, nous subissons tous les conséquences, rendus fous par l'absence d'un *monde commun* à partager.

L'hypothèse est que l'on ne comprend rien aux positions politiques depuis cinquante ans, si l'on ne donne pas une place centrale à la question du climat et à sa dénégalation. Sans cette idée que nous sommes entrés dans un Nouveau Régime Climatique³, on ne peut comprendre ni l'explosion des inégalités, ni l'étendue des dérégulations, ni la critique de la mondialisation, ni, surtout, le désir panique de revenir aux anciennes protections de l'État national — ce qu'on appelle, bien à tort, la « montée du populisme ».

Pour résister à cette perte d'orientation commune, il va falloir *atterrir* quelque part. D'où l'importance de savoir *comment s'orienter*. Et donc dessiner quelque chose comme une *carte* des positions imposées par ce nouveau paysage au sein duquel se redéfinissent non seulement les *affects* de la vie publique mais aussi ses *enjeux*.

Les réflexions qui suivent, écrites dans un style volontairement abrupt, cherchent à explorer si l'on ne pourrait pas canaliser certaines émotions politiques vers de nouveaux objets.

L'auteur, n'ayant aucune autorité en sciences politiques, ne peut qu'offrir aux lecteurs l'occasion de mettre cette hypothèse en défaut et d'en chercher de meilleures.

2.

Il faut remercier les soutiens de Donald Trump d'avoir beaucoup clarifié ces questions en le poussant à se retirer, le 1^{er} juin 2017, de l'accord de Paris sur le climat.

Ce que le militantisme de millions d'écologistes, ce que les alertes de milliers de scientifiques, ce que l'action de centaines d'industriels n'ont pu obtenir, ce sur quoi même le pape François n'a pas su attirer l'attention⁴, Trump en a été capable : tout le monde sait

maintenant que la question climatique est au cœur de tous les enjeux géopolitiques et qu'elle est directement liée à celle des injustices et des inégalités⁵.

En se retirant de l'accord, il a enfin déclenché explicitement, sinon une guerre mondiale, du moins une guerre sur la définition du théâtre des opérations: « Nous, les Américains, n'appartenons pas à la même terre que vous. La vôtre peut être menacée, la nôtre ne le sera pas! »

Se trouvent ainsi tirées les conséquences politiques et bientôt militaires, en tout cas, existentielles, de ce qu'avait prédit Bush père en 1992 à Rio: « *Our way of life is not negotiable!* » Voilà, au moins les choses sont claires: il n'y a plus d'idéal d'un monde partagé par ce qu'on appelait jusque-là l'« Occident ».

Premier événement historique: le Brexit. Le pays qui avait inventé l'espace indéfini du marché sur mer comme sur terre; le pays qui n'avait cessé de pousser l'Union européenne à n'être qu'une vaste boutique; c'est ce pays même qui, devant l'irruption de quelques dizaines de milliers de réfugiés, décide sur un coup de tête de ne plus jouer le jeu de la mondialisation. En quête d'un empire depuis longtemps disparu, il cherche à se désengager de l'Europe (au prix de difficultés de plus en plus inextricables).

Deuxième événement historique: l'élection de Trump. Le pays qui avait imposé au monde sa mondialisation si particulière, et avec quelle violence; le pays qui s'était défini par l'émigration en éliminant

ses premiers habitants; ce pays-là confie sa destinée à celui qui promet de l'isoler dans une forteresse, de ne plus laisser passer de réfugiés, de ne plus venir au secours d'aucune cause qui ne soit pas sur son sol, tout en continuant à intervenir partout avec la même désinvolte balourdise.

Cette nouvelle attirance pour les frontières chez ceux qui avaient prêché leur démantèlement systématique signe déjà la fin d'une certaine conception de la mondialisation. Deux des plus grands pays de l'ancien « monde libre » disent aux autres: « Notre histoire n'aura plus rien à voir avec la vôtre; allez au diable! »

Troisième événement historique: la reprise, l'extension, l'amplification des migrations. Au moment même où chaque pays ressent les menaces multiples de la mondialisation, beaucoup doivent s'organiser pour accueillir sur leur sol des millions de gens — certains disent des dizaines de millions⁶! — que l'action cumulée des guerres, des échecs du développement économique et de la mutation climatique va jeter en quête d'un territoire habitable pour eux et leurs enfants.

On dira que le problème est ancien? Non, parce que ces trois phénomènes ne sont que des aspects différents d'une seule et même métamorphose: *la notion même de sol est en train de changer de nature*. Le sol rêvé de la mondialisation commence à se dérober. C'est là toute la nouveauté de ce qu'on appelle pudiquement la « crise migratoire ».

Si l'angoisse est si profonde, c'est parce que chacun d'entre nous commence à sentir le sol se dérober sous ses pieds. Nous découvrons plus ou moins obscurément que nous sommes tous en migration vers des territoires à redécouvrir et à réoccuper.

À cause d'un quatrième événement historique, le plus important et le moins discuté : le 12 décembre 2015, à Paris, au moment de l'accord sur le climat, à la fin de la conférence appelée COP21.

Ce qui compte pour en mesurer le véritable impact n'est pas ce que les délégués ont décidé ; ce n'est pas même que cet accord soit appliqué (les négationnistes feront tout pour l'éviscérer) ; non, l'important, c'est que, ce jour-là, tous les pays signataires, alors même qu'ils applaudissaient au succès de l'improbable accord, ont en même temps réalisé avec effroi que, s'ils allaient tous de l'avant selon les prévisions de leurs plans respectifs de modernisation, il n'existerait pas de planète compatible avec leurs espoirs de développement⁷. Il leur en faudrait plusieurs ; ils n'en ont qu'une.

Or, s'il n'y a pas de planète, de terre, de sol, de territoire pour y loger le Globe de la globalisation vers lequel tous les pays prétendaient se diriger, alors plus personne n'a, comme on dit, de « chez soi » assuré.

Chacun de nous se trouve donc devant la question suivante : « Est-ce que nous continuons à nourrir des rêves d'escapade ou est-ce que nous nous mettons en route pour chercher un territoire habitable pour nous et pour nos enfants ? »

Ou bien nous déniions l'existence du problème, ou bien nous cherchons à atterrir. C'est désormais ce qui nous divise tous, bien plus que de savoir si nous sommes de droite ou de gauche.

Et cela est vrai aussi bien des anciens habitants des pays riches que des futurs habitants de ces mêmes pays. Les premiers parce qu'ils comprennent qu'il n'y a pas de planète propre à la mondialisation et qu'il va falloir changer la totalité de leurs modes de vie ; les seconds parce qu'ils ont dû quitter leur ancien sol dévasté et apprendre, eux aussi, à changer la totalité de leurs modes de vie.

Autrement dit, la crise migratoire s'est généralisée.

Aux migrants venus de l'extérieur qui doivent traverser des frontières au prix d'immenses tragédies pour quitter leur pays, il faut dorénavant ajouter ces migrants de l'intérieur qui subissent, en restant sur place, le drame de se voir quittés par leur pays. Ce qui rend la crise migratoire si difficile à penser, c'est qu'elle est le symptôme, à des degrés plus ou moins déchirants, d'une épreuve commune à tous : l'épreuve de se retrouver privés de terre.

C'est cette épreuve qui explique la relative indifférence à l'urgence de la situation, et pourquoi nous sommes tous climato-quiétistes quand nous espérons, sans rien faire, que « tout va bien finir par s'arranger... ». On ne peut pas éviter de se demander quel est l'effet sur notre état mental des nouvelles sur l'état de la

planète que nous entendons tous les jours. Comment ne pas se sentir intérieurement détruit par l'anxiété de ne pas savoir y répondre ?

C'est cette inquiétude à la fois personnelle et collective qui donne toute son importance à l'élection de Trump qui ne serait sans cela que le script d'une très médiocre série télé.

Les États-Unis avaient deux solutions : en réalisant l'étendue de la mutation et l'immensité de leur responsabilité, ils pouvaient devenir enfin réalistes en menant le « monde libre » hors de l'abîme, ou s'enfoncer dans le déni. Ceux qui se dissimulent derrière Trump ont décidé de faire rêver quelques années encore l'Amérique pour retarder l'atterrissage en entraînant les autres pays dans l'abîme — peut-être définitivement.

3.

Cette question ne se posait pas, jusqu'ici, pour les peuples qui avaient décidé de « moderniser » la planète. Elle ne se posait, ô combien douloureusement, que pour ceux qui avaient subi, depuis quatre siècles, l'impact des « grandes découvertes », des empires, de la modernisation, du développement et enfin de la globalisation. Eux savent parfaitement ce que veut dire se voir privé de sa terre. Et même, ils savent très bien

ce que veut dire se voir chassé de sa terre. À force, ils sont devenus des experts sur la question de survivre à la conquête, à l'extermination, à la saisie de leur sol.

La grande nouveauté pour les ci-devant peuples modernisateurs, c'est que cette question s'adresse maintenant à eux aussi bien qu'aux autres. C'est moins sanglant, moins brutal, moins détectable, peut-être, mais il s'agit bien d'une attaque d'une extrême violence pour arracher leur territoire à ceux qui jusqu'ici possédaient un sol — le plus souvent parce qu'ils l'avaient pris aux autres, au cours de guerres de conquête.

Voilà qui ajoute un sens imprévu au terme « postcolonial », comme s'il y avait un air de famille entre deux sentiments de perte : « Vous avez perdu votre territoire ? Nous vous l'avons pris ? Apprenez que nous sommes en train de le perdre à notre tour... » Et donc, bizarrement, à défaut d'une fraternité qui serait indécente, quelque chose comme un lien nouveau qui déplace le conflit classique : « Comment avez-vous fait pour résister et survivre ? Voilà ce qu'il serait bon que nous apprenions de vous nous aussi⁸. » Questions suivies d'abord en sourdine par cette réponse ironique : « *Welcome to the club!* »

Autrement dit, l'impression de vertige, presque de panique, qui traverse toute la politique contemporaine, vient de ce que le sol cède sous les pieds de tout le monde à la fois, comme si l'on se sentait attaqué partout dans ses habitudes et dans ses biens.

Avez-vous remarqué que les émotions mises en jeu ne sont pas les mêmes selon que l'on vous demande de défendre la nature — vous bâillez d'ennui — ou de défendre votre territoire — vous voilà tout de suite mobilisé ?

Si la nature est devenue le territoire, cela n'a plus guère de sens de parler de « crise écologique », de « problèmes d'environnement », de question de « biosphère » à retrouver, à épargner, à protéger. C'est beaucoup plus vital, existentiel — et aussi beaucoup plus compréhensible parce que c'est beaucoup plus direct. Quand on tire le tapis sous vos pieds, vous comprenez tout de suite qu'il va falloir vous préoccuper du plancher...

C'est une question d'attachement, de mode de vie, qu'on est en train de nous arracher, de sol, de propriété qui cèdent sous nos pas, et cette inquiétude taraude également tout le monde, les anciens colonisateurs comme les anciens colonisés. Non ! Qui panique beaucoup plus les anciens colonisateurs, moins habitués à cette situation, que les anciens colonisés. Ce qui est sûr, c'est que tous se retrouvent devant un manque universel d'espace à partager et de terre habitable.

Mais d'où vient la panique ? De ce profond sentiment d'injustice qu'ont ressenti ceux qui se sont vus privés de leur terre au moment des conquêtes, puis pendant la colonisation, et enfin pendant l'ère du « développement » : une puissance venue d'ailleurs vient vous priver de votre territoire et vous n'avez sur

elle aucune prise. Si c'est cela la mondialisation, alors on comprend rétrospectivement pourquoi lui résister a toujours été la seule solution ; pourquoi les colonisés ont toujours eu raison de se défendre.

Telle est la nouvelle manière dont nous pouvons ressentir l'universelle condition humaine, une universalité il est vrai tout à fait perverse (*a wicked universality*), mais la seule dont nous disposions, maintenant que la précédente, celle de la globalisation, semble s'éloigner de l'horizon. La nouvelle universalité, c'est de sentir que le sol est en train de céder.

Elle n'est pas suffisante pour s'entendre et prévenir les guerres futures pour l'appropriation de l'espace ? Probablement pas, mais c'est notre seule issue : découvrir en commun quel territoire est habitable et avec qui le partager.

L'autre branche de l'alternative, c'est de faire comme si rien n'était et de prolonger, en se protégeant derrière une muraille, le rêve éveillé de l'*American way of life* dont on sait que bientôt neuf ou dix milliards d'humains ne profiteront pas...

Migrations, explosion des inégalités et Nouveau Régime Climatique, *c'est la même menace*. La plupart de nos concitoyens sous-estiment ou dénie ce qui arrive à la terre, mais comprennent parfaitement que la question des migrants met en péril leurs rêves d'une identité assurée.

Pour le moment, bien remontés, bien travaillés par les partis dits « populistes », ils ont saisi la mutation

écologique par une seule de ses dimensions : elle jette à travers les frontières des gens dont ils ne veulent pas ; d'où la réponse : « Dressons des frontières étanches et nous échapperons à l'invasion ! »

Mais c'est l'autre dimension de cette même mutation qu'ils n'ont pas encore ressentie pleinement : le Nouveau Régime Climatique balaye depuis longtemps toutes les frontières et nous expose à tous les vents, sans que nous puissions construire de murs contre ces envahisseurs-là.

Si nous voulons défendre nos appartenances, il va nous falloir identifier aussi ces migrations sans forme ni nation qu'on appelle, climat, érosion, pollution, épuisement des ressources, destruction des habitats. Même en scellant les frontières aux réfugiés sur deux pieds, jamais vous n'empêcherez les autres de passer.

« Mais alors personne n'est plus chez soi ? »

Non, en effet. Ni la souveraineté des États ni l'étanchéité des frontières ne peuvent plus tenir lieu de politique.

« Mais alors tout est ouvert, il faudrait vivre dehors, sans protection aucune, ballotté par tous les vents, mélangé à tout le monde, se battre pour tout, ne plus avoir de garantie, se déplacer sans cesse, perdre toute identité, tout confort ? Qui peut vivre ainsi ? »

Personne, c'est vrai. Ni un oiseau, ni une cellule, ni un migrant, ni un capitaliste. Même Diogène a

droit à un tonneau ; un nomade à sa tente ; un réfugié à son asile.

Ne croyez pas une seconde ceux qui prêchent l'appel du grand large, la « prise de risque », l'abandon de toutes les protections et qui continuent à désigner du doigt l'horizon infini de la modernisation pour tous ; ces bons apôtres ne prennent de risques que si leur confort est garanti. Au lieu d'écouter ce qu'ils disent par-devant, regardez plutôt ce qu'ils ont dans le dos : vous y verrez briller le parachute doré, soigneusement plié, qui les assure contre tous les aléas de l'existence.

Le droit le plus élémentaire, c'est de se sentir rassuré et protégé, surtout au moment où les anciennes protections sont en train de disparaître.

C'est là le sens de l'histoire à découvrir : comment retisser des bords, des enveloppes, des protections ; comment retrouver une assise en prenant en compte à la fois la fin de la mondialisation, l'ampleur de la migration, ainsi que les limites mises à la souveraineté des États désormais confrontés aux mutations climatiques ?

Surtout, comment rassurer ceux qui ne voient d'autre salut que dans le rappel d'une identité nationale ou ethnique — toujours fraîchement réinventée ? Et, en plus, comment organiser une vie collective autour de ce formidable défi d'accompagner dans la recherche d'un sol durable des millions d'étrangers ?

La question politique est de rassurer et d'abriter toutes les personnes obligées de se mettre en route,

tout en les détournant de la fausse protection des identités et des frontières étanches.

Mais comment rassurer ? Comment donner à tous les migrants le sentiment d'être protégés sans aussitôt se reposer sur une identité de souche, de race autochtone, de frontière étanche et d'assurance tous risques ?

Pour rassurer, il faudrait être capable de réussir deux mouvements complémentaires que l'épreuve de la modernisation avait rendus contradictoires : s'attacher à un sol d'une part ; se mondialiser de l'autre. Jusqu'ici, il est vrai, une telle opération était tenue pour impossible : entre les deux, dit-on, il fallait choisir. C'est à cette apparente contradiction que l'histoire présente est peut-être en train de mettre fin.